

**DREAL Bourgogne**

**Liste des documents établis suite à la visite :** Tableau des constats, lettre à l'exploitant.

Patrice CHEMIN

## Textes réglementaires de référence :

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 août 2007 (AP)

- Arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2012 (APC)

Article	Points vérifiés	Conformité <sup>1</sup>	Observations																																																																		
Art 1 (APC)	Une évaluation du risque sanitaire lié à l'ensemble des rejets atmosphériques, basée sur les conditions de fonctionnement des installations en marche normale, est réalisée et transmises à l'inspection.	O	L'étude du risque sanitaire à été reçue le 22 janvier 2013. Cependant, au chapitre développant les impacts potentiels sur les cibles identifiées, un seul point de rejet est considéré par polluant, alors que le processus industriel implique plusieurs points de rejets simultanés par polluant. Les concentrations en polluant considérées afin d'étudier un potentiel impact sur les cibles ne sont donc pas représentatives des rejets réels de l'installation.																																																																		
Art 9.2.1.1(AP)	<u>Émissions atmosphériques</u> Fréquence : 1fois/an	C	La fréquence de contrôle de la qualité des rejets atmosphériques est respectée.																																																																		
Art 3.2.4 (AP)	Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées.	O	Contrôle d'octobre 2014 : <table><tr><td>(mg/Nm³)</td><td>N°1</td><td>N°2</td><td>N°3</td><td>N°4</td><td>N°5</td><td>N°6</td><td>N°7</td><td>N°8</td><td>N°9</td><td>n°10</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>2,8</td><td>40</td><td>&lt;0,1</td><td>&lt;0,1</td><td>0,3</td><td>0,3</td><td>0,3</td><td>0,4</td><td>0,2</td><td>3,6</td></tr><tr><td>SO2</td><td>1,4</td><td>300</td><td>0,2</td><td>0,2</td><td>0,2</td><td>0,3</td><td>0,3</td><td>0,3</td><td>2</td><td>11</td></tr><tr><td>NO2</td><td>0,6</td><td>1,2</td><td>1,2</td><td>0,6</td><td>0,8</td><td>0,8</td><td>0,7</td><td>1</td><td>22,5</td><td>21,3</td></tr><tr><td>HCl</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>0,4</td><td>7,1</td></tr><tr><td>HF</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>7,9</td><td>19,8</td></tr></table> <p>Les valeurs d'émissions réglementaires sont respectées à l'exception de la VLE HCl au point de rejet n°10. L'exploitant justifie ce dépassement par un dysfonctionnement au niveau du processus de fabrication qui a été corrigé.</p>	(mg/Nm³)	N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	n°10	Poussières	2,8	40	<0,1	<0,1	0,3	0,3	0,3	0,4	0,2	3,6	SO2	1,4	300	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	2	11	NO2	0,6	1,2	1,2	0,6	0,8	0,8	0,7	1	22,5	21,3	HCl									0,4	7,1	HF									7,9	19,8
(mg/Nm³)	N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	n°10																																																											
Poussières	2,8	40	<0,1	<0,1	0,3	0,3	0,3	0,4	0,2	3,6																																																											
SO2	1,4	300	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	2	11																																																											
NO2	0,6	1,2	1,2	0,6	0,8	0,8	0,7	1	22,5	21,3																																																											
HCl									0,4	7,1																																																											
HF									7,9	19,8																																																											
Art 9.2.2 (AP)	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif totaliseur. Ce dispositif est relevé toutes les semaines. Les résultats sont portés sur un registre.	NC	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif totaliseur. Cependant l'exploitant effectue un relevé mensuel qui est reporté dans un registre.																																																																		
Art 4.1.1 (AP)	Consommation maximale annuelle = 30 000 m³ Consommation maximale journalière = 120 m³	C	La consommation annuelle de 2014 est de 9544 m³. La consommation journalière est de 27 m³. L'exploitant indique que sa baisse de consommation d'eau est dû notamment à l'utilisation des eaux de ruissellement (après traitement par les séparateurs hydrocarbures) pour l'humidification des terres au niveau du broveur.																																																																		

<b>Art 9.2.3 (AP)</b>	<u>Rejets aqueux</u> Fréquence : 1 fois/an	C	La fréquence de contrôle des rejets aqueux est respectée.
<b>Art 4.3.9 (AP)</b>	<u>VLE rejets aqueux</u> MEST : 35 mg/l DCO : 125 mg/l DBO5 : 30 mg/l HC totaux : 5 mg/l	C	<p><u>Contrôle de 2014 :</u> Point de rejet n°1 : - MES : 24 mg/L - DCO : &lt;30 mg/L - DBO5 : &lt; 3 mg/L - HC totaux : &lt; 0,1 mg/L</p> <p>Point de rejet n°2 : - MES : 5 mg/L - DCO : &lt;30 mg/L - DBO5 : &lt; 3 mg/L - HC totaux : &lt; 0,1 mg/L</p> <p>Les valeurs d'émissions réglementaires sont respectées. L'exploitant précise que la concentration en MES est plus élevée au point de rejet n°1 du fait de l'activité de la carrière à proximité.</p>
<b>Art 9.2.5 (AP)</b>	<u>Nuisances sonores</u> Fréquence : 1 fois tous les 3 ans	C	<p>Le dernier contrôle des niveaux sonores a été effectué en 2012. Un contrôle est prévu cette année.</p> <p>Les résultats de ce contrôle sont à transmettre à l'inspection.</p>
<b>Art 6.2.1 (AP)</b>	<u>VLE Emergence</u>	NC	<p>Le rapport de contrôle de 2012 mentionne une zone à émergence réglementée à plus d'1 km du site. De plus, il fait état d'une zone à émergence non réglementée semblant correspondre aux bureaux du SMET situés à proximité de l'usine.</p> <p>Les calculs d'émergences dans ces deux zones ne sont pas présentés. On ne constate pas non plus de justifications exemptant ce calcul.</p> <p>Le bruit ambiant servant de référence pour le calcul de l'émergence n'apparaît pas sur le rapport de contrôle.</p> <p>L'exploitant n'a pas identifié et justifié les zones à émergences réglementées autour de son site (cas du SMET).</p>
<b>Art 6.2.2</b>	Niveau limites de bruit : - 7 à 22h : 70 dBA - 22 à 7h : 60 dBA	C	Les niveaux de bruits mesurés en limite de propriété sont en dessous des niveaux limites.
<b>Art 9.2.4</b>	<u>Déchets</u> Les résultats de surveillance sont présentés sur un registre. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.	O	Un registre mentionnant les déchets produits est présent sur le site. Cependant, ce registre n'identifie pas clairement les filières de traitement des déchets. En effet, un code est indiqué (provenant du BSD correspondant) faisant référence à une gestion du déchet. Néanmoins, ce code définit parfois une action de regroupement et non pas une élimination du déchet.

<b>Art 5.1.4</b>	L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts.	O	Pour certains déchets (constat fait sur les boues et eaux souillées issus des séparateurs hydrocarbures) le bordereau de suivi des déchets indique en traitement final une action de regroupement. Cependant, la justification de l'élimination de ces déchets n'est pas effectuée.
<b>Art 5.1.3</b>	Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.	NC	Un fût de stockage de produit liquide non identifié (« biosane » selon l'exploitant) est disposé à l'extérieur sur une aire non étanche et non protégée de la pluie. Des traces d'écoulements de produit sont présentes sur le sol.
<b>Art 1.3</b>	Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.	NC	Un stockage de housses plastiques servant au conditionnement final des tuiles est présent à l'extérieur du bâtiment principal. Ce stockage était prévu dans le dossier de demande d'autorisation dans un local dédié nommé « stock consommable ». Le stockage de ces housses hors de ce local constitue un potentiel de risque non pris en compte dans le dossier.
<b>Art 1.3, 1.5.1 et 7.5.7</b>	<p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p>	NC	<p>Une installation de distribution de gazole non routier est présente à côté du bâtiment de broyage des terres. Une cuve de stockage est attenante.</p> <p>Ces installations ne sont pas prévues dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p> <p>Ces installations ne sont pas situées sur une aire étanche.</p>

<p><b>Art 1.2.2, 1.5.1</b></p>	<p>Les installations autorisées sont situées sur les parcelles 62 à 65, 70 et 71, 166, 168 section AZ.</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>	<p>O</p>	<div data-bbox="1487 76 1948 347" data-label="Image"> </div> <p>Lors de la visite sur site, l'exploitant indique qu'il ne gère pas les terrains au-delà de la clôture visible sur la photo ci-dessus. Cette clôture sud ne correspond pas à la limite d'emprise de l'usine. En effet, les parcelles 65, 70 et 168 situées après cette clôture figurent dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Le panneau visible sur la photo laisse entendre qu'après cette clôture, on entre sur le site de la carrière, ce qui n'est pas le cas.</p> <p>Un stockage de produits minéraux est constaté au-delà de la clôture, mais sur des parcelles appartenant au site de l'usine, potentiellement soumis à la rubrique 2517 mais non encadrée par l'arrêté d'autorisation d'exploiter.</p> <div data-bbox="1552 754 1939 1034" data-label="Image"> </div>
<p><b>Art 1.3, 1.5.1</b></p>	<p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>	<p>NC</p>	<p>Un stockage de produits finis (tuiles et accessoires) est disposé sur une zone identifiée comme « parking poids lourd ». Cette zone se situe en dehors des zones de stockage produits finis identifiées dans le dossier de demande d'autorisation.</p>

<b>Art 2.6</b>	L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant le plan d'exploitation.	O	Le plan d'exploitation présent sur site n'est pas à jour. En effet, l'installation de distribution de gazole non routier, les stockages de consommables et les stockages de déchets tel qu'observé sur le site ne sont pas indiqués.
----------------	---	---	--

### **Autres constats sur site :**

L'exploitant a récemment informé le préfet d'une nouvelle activité de stockage de polymères. Au vu des seuils de la rubrique 2663 régissant cette activité et du volume stocké sur site, cette activité semble non classée. Cependant, cette activité étant située sur l'emprise du site, elle peut engendrer un effet domino avec d'autres phénomènes dangereux présents sur le site. L'exploitant n'a pas effectué de modélisation de scénario permettant de montrer qu'au vu des dispositions actuelles, un incendie émanant de ce stockage ne pourrait pas se propager à l'ensemble du site.